PPR apartheid: la proposition de rÃ©solution remet lâ??apartheid au centre des dÃ©bats Ã lâ??AssemblÃ©e nationale

Description

Par lâ??Agence mÃ©dia Palestine, le 4 mai 2023

Le 4 mai 2023 Ã 9h, lâ??AssemblÃ©e nationale franÃ§aise a examinÃ© la proposition de rÃ©solution condamnant lâ??institutionnalisation par IsraÃ«l dâ??un rÃ©gime dâ??apartheid . Sur 270 suffrages exprimÃ©s, 71 ont votÃ© en faveur de la rÃ©solution, et 199 contre.

https://twitter.com/AssembleeNat/status/1654045389488803840

Le groupe Gauche DÃ©mocrate et RÃ©publicaine, parmi lequel les dÃ©putÃ©s communistes ayant prÃ©sentÃ© la rÃ©solution, a votÃ© pour, de mÃªme que des dÃ©putÃ©s du groupe Europe Ecologie les Verts et La France Insoumise. Le groupe socialiste, qui avait affirmÃ© voter contre, sâ??est finalement abstenu Ã lâ??exception du dÃ©putÃ© JÃ©rÃ´me Guedj, qui a votÃ© contre. Les groupes Renaissance, MODEM, Horizons, Les RÃ©publicains et Rassemblement National se sont Ã©galement opposÃ©s Ã lâ??adoption du texte. Vous pouvez retrouver ici le dÃ©tail des votes.

Les dÃ©bats ayant prÃ©cÃ©dÃ© le vote se sont avÃ©rÃ©s animÃ©s. Jean-Paul Lecoq, lâ??auteur du projet de rÃ©solution, a dâ??abord pris la parole afin de dÃ©noncer la Â« dÃ©rive illibÃ©rale et coloniale Â» dâ??IsraÃ«l, et dâ??expliquer en quoi la situation en IsraÃ«l relÃ¨ve juridiquement dâ??une situation dâ??apartheid. Il a notamment indiquÃ© que le rÃ©gime israÃ©lien Ã©tait Â» un rÃ©gime institutionnalisÃ©, gravÃ© dans le marbre de la loi (â?¦), ayant pour but lâ??oppression dâ??un groupe sur un autre [et] institutionnellement maintenu en place Â», et a invoquÃ© Â« les centaines de rÃ©solutions de lâ??ONU, (â?¦) de lâ??AssemblÃ©e parlementaire du Conseil de lâ??Europe Â» et Â« les enquÃªtes et rapports publiÃ©s par des ONG Â», faisant ainsi rÃ©fÃ©rence aux rapports dâ??Amnesty International, dâ??Human Rights Watch et de Bâ??Tselem, aux fondements dâ??un consensus global croissant concernant le rÃ©gime israÃ©lien.

https://twitter.com/ElsaFaucillon/status/1654045521701371904

La dÃ©putÃ©e communiste Elsa Faucillon et les dÃ©putÃ©s LFI Aymeric Caron et Ersilia Soudais ont insistÃ© sur la nÃ©cessitÃ© de nommer clairement et sans ambigÃ¼itÃ© la situation en IsraÃ«l et en Palestine occupÃ©e, en sâ??appuyant notamment sur la loi Etat-Nation du Peuple Juif, votÃ©e le 19 juillet 2018 par le Parlement israÃ©lien, et qui affirme : Â« lâ??Ã?tat israÃ©lien est le foyer national du peuple juif, dans lequel il est le seul Ã pouvoir exercer son droit Ã lâ??autodÃ©termination. Il est ouvert Ã lâ??immigration juive, et fera tout pour assurer la sÃ©curitÃ© des membres du peuple juif Â». La dÃ©putÃ©e Ã©cologiste Sabrina Sebaihi a, quant Ã elle, affirmÃ© que la France, pays des droits humains, devait dÃ©noncer le crime contre lâ??humanitÃ© que constitue lâ??apartheid, afin de permettre une vÃ©ritable rÃ©solution de la situation.

https://twitter.com/ErsiliaSoudais/status/1654071314406096896

Les dÃ©putÃ©s soutenant le gouvernement se sont, quant Ã eux, violemment opposÃ©s au texte, certains, Ã lâ??image dâ??Aurore BergÃ©, dÃ©nonÃ§ant un Â« geste de dÃ©testation et de diffamation de lâ??Etat dâ??IsraÃ«l Â». La secrÃ©taire dâ??Etat chargÃ©e de lâ??Europe, Laurence Boone, a Ã©galement affirmÃ© que Â« la France est lâ??amie dâ??IsraÃ«l Â», et de nombreux dÃ©putÃ©s ont fait part de leur crainte quant Ã une supposÃ©e importation du Â« conflit israÃ©lo-palestinien Â» sur le sol franÃ§ais.

Cet article en date du 3 mai de MÃ©diapart rÃ©vÃ©lait que plusieurs dÃ©putÃ©s renaissance font rÃ©gner une Â« loi du silence Â» concernant IsraÃ«l auprÃ¨s des autres dÃ©putÃ©s de la majoritÃ©:

https://www.mediapart.fr/journal/politique/030523/des-deputes-de-la-majorite-s-inquietent-de-ne-pas-pouvoir-critiquer-israel

Lâ??abstention du groupe socialiste, qui avait pourtant affirmÃ© voter contre la rÃ©solution il y a quelques jours, a Ã©tÃ© justifiÃ©e par Olivier Faure par une volontÃ© de ne pas exacerber les tensions.

La frilositÃ© de la plupart des dÃ©putÃ©s sâ??Ã©tant abstenus peut sâ??expliquer par le discours malhonnÃªte consistant Ã assimiler toute critique du rÃ©gime israÃ©lien Ã de lâ??antisÃ©mitisme, alors mÃªme que cette rÃ©solution, comme lâ??avait affirmÃ© le dÃ©putÃ© Lecoq Ã lâ??Agence mÃ©dia Palestine dans une interview, visait uniquement Ã nommer la rÃ©alitÃ© de la situation des Palestiniens en IsraÃ«l â?? rÃ©alitÃ© mise au jour par de nombreux rapports dâ??ONG.

Plusieurs dÃ©putÃ©s qui ont votÃ© contre la rÃ©solution ou se sont abstenus ont nÃ©anmoins affirmÃ© que la question de lâ??apartheid doit pouvoir Ãªtre dÃ©battue librement sans accuser ou soupÃ§onner dâ??antisÃ©mitisme ceux qui dÃ©fendent cette rÃ©solution.

> https://twitter.com/Le_CRIF/status/1653804761286684688

Si lâ??AssemblÃ©e nationale franÃ§aise nâ??a pas saisi lâ??opportunitÃ© dâ??exprimer une position claire quant aux violations systÃ©miques du droit international et des droits humains commises par IsraÃ«l, qui correspondent pourtant Ã la dÃ©finition juridique de lâ??apartheid, les soutiens des palestinien.nes considÃ¨rent que câ??est une avancÃ©e importante pour reconnaÃ®tre la rÃ©alitÃ© de ce quâ??ils subissent.

Ce vote (71//276), est un premier pas considÃ©rable car plus de 25% des dÃ©putÃ©s franÃ§ais ont pris position pour dÃ©noncer lâ??apartheid israÃ©lien, malgrÃ© lâ??intimidation et le chantage Ã lâ??antisÃ©mitisme qui continuent Ã peser sur les dÃ©bats.

Cela signifie que le dÃ©bat sur lâ??apartheid israÃ©lien est maintenant ouvert au Parlement franÃ§ais, et câ??est un tournant important que marque cette rÃ©solution.

Tags

1. apartheid
2. assemblÃ©e nationale
3. IsraÃ«l

4. rÃ©solution

date crÃ©Ã©e
2023/05/04